

La démocratie directe en Italie

Par Anna Capretti[1]

(traduit de l'allemand par Yvan Blot)[2]

Malgré les oppositions, l'Italie eut après la Suisse la plus forte dose de démocratie directe prévue dans sa constitution. La constitution de 1947 prévoit au niveau national les formes de démocratie directe suivantes :

- l'initiative des lois de l'article 71
- Le référendum législatif facultatif abrogatif (article 75)
- Le référendum constitutionnel facultatif

Au niveau local, la constitution prévoit l'initiative des lois et le référendum populaire sur les lois et décrets au niveau régional (article 123) et le plébiscite territorial obligatoire de l'article 132.

Enfin, on a introduit en 1990 le référendum consultatif communal et en 2000 le référendum abrogatif au niveau de la commune et de la province. Mais la réglementation détaillée relève des administrations locales qui ont neutralisé en partie ces dispositions.

Alors que l'initiative législative n'a jamais été utilisée et que le référendum constitutionnel n'a été utilisé que deux fois (2001 et 2006), le référendum abrogatif a joué un rôle énorme pour faire sortir l'Italie de la stagnation politique. Comment est-ce explicable ?

Le succès de cette procédure de démocratie directe vient de ce qu'elle est un contrepoids au régime des partis et un instrument de réforme efficace parce qu'il échappe au contrôle des partis établis. Ainsi, ce qui avait été conçu comme un instrument d'exception est devenu d'une pratique courante vers le milieu des années soixante dix et développa une dynamique imprévue.

Date	Objet	Résultat
1974	légalisation du divorce	contre la suppression de la loi, donc pour le divorce avec 59,3% contre 40,7%
1978	Confirmation de la loi sur le financement public des partis, le rôle des partis fut confirmé. L'annulation de la loi promettait un financement plus clair.	Annulation de la loi
1981	loi antiterroriste (Cossiga), la prison à vie et l'interdiction aux personnes privées de s'armer,	Approuvée
	loi sur l'avortement a montré l'affaiblissement de l'influence de l'Eglise dans la société italienne.	Confirmation
1985	décret Craxi supprimant l'échelle mobile des salaires, pourtant les syndicats étaient en faveur de l'échelle mobile avec acharnement. Le peuple donna raison à Craxi.	Confirmé
	freiner le programme d'énergie nucléaire et pour un contrôle plus grand sur les juges. Mais le fait que le référendum ne puisse qu'abolir des lois aboutit à des questions confuses.	taux d'abstention record, le « oui » l'emporta
	lois sur encadrement de la chasse, protection de la faune et utilisation de pesticides .	échec devant le quorum, participation électorale tombée au-dessous de 50%

La démocratie directe en Italie

1993	réforme de l'élection sénatoriale, suppression du financement public des partis, suppression du ministère des participations d'Etat, suppression d'un paragraphe de la loi anti drogue, réforme des banques et protection de l'environnement.	Oui aux 8 propositions
1995	medias. limitation des pouvoirs de Silvio Berlusconi malgré les demandes de la gauche..	57% contre
	privatisation partielle de la chaîne de télévision RAI	55% pour
	limitation de la publicité à la télévision	56% contre
1997	examen pour devenir objecteurs de conscience et réduction du droit de chasse notamment.	7 référendums en échec
1999	suppression de ce qui restait de vote à la proportionnelle (un quart des sièges)	le quorum de 50% de justesse ne fut pas atteint
2000	vote sur 7 des 21 demandes de référendum du parti radical, suppression du quota de proportionnelle à la chambre des députés, débat sur le financement public des partis, supprimé en 1993 et sur la libéralisation de la procédure de licenciement.	On eu 32% de votants à cause des demandes de boycott de Berlusconi et du communiste Bertinotti
2001	Premier référendum constitutionnel : . Mais le référendum de détail sur l'autonomie scolaire, sanitaire et fiscale des régions fut reporté à cause des attentats du 11 septembre aux USA.	participation de 34% mais pas de quorum, 64% pour les « dévotions » aux régions
2003	libéralisation du licenciement	échec à cause du quorum avec 25% de participation mais.87,4% pour
	interdiction aux producteurs d'électricité de faire passer les lignes sur les terrains privés	échec à cause du quorum avec 25% de participation mais.86,3% pour
2005	bioéthique. Le pape et les évêques ont appelé au boycott et . La fécondation artificielle reste interdite pour les gens non mariés ou au dessus de 50 ans. Les mères porteuses et les stocks d'embryon demeurent interdit	un quart des électeurs allèrent aux urnes
2006	réforme constitutionnelle de Berlusconi pour renforcer le premier ministre au dépend du parlement et du président,	échec avec 61,3% des voix (participation de 63,7%).
2008	reporté à cause des élections de 2009 avancées. les 2% à avoir pour être représentés, primes de majorité pour les alliances au sénat et droit de se présenter dans plusieurs circonscriptions à la fois. La cour constitutionnelle a autorisé les trois référendums tout en mettant en garde contre l'affaiblissement des institutions venant de ces projets	